

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201537]

22 MARS 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit Règlement;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 641/2014 de la Commission du 16 juin 2014 fixant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, D.243, D.249, D.250 et D.251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 décembre 2017;

Vu le rapport du 14 décembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 14 décembre 2017;

Vu l'avis 62.935/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 février 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs

Article 1^{er}. Dans l'article 47 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est abrogé;

b) les 2^o à 5^o sont remplacés par ce qui suit :

« 2^o arbre isolé: l'arbre isolé au sens de l'article 45, § 4, alinéa 1^{er}, b), du Règlement n° 639/2014, dont la distance maximale entre les arbres est au moins de cinq mètres entre couronnes et par rapport à tout autre ligneux, ainsi que les arbres remarquables; »;

3^o bordure de champ et bandes tampons : les bordures de champ et bandes tampons au sens de l'article 45, § 5, du Règlement n° 639/2014, d'une largeur minimale de six mètres et qui peuvent être fauchées et pâturées;

4^o bosquets: les bosquets au sens de l'article 45, § 4, c), du Règlement n° 639/2014 de superficie de maximum trente ares;

5^o haie, bande boisée ou arbres alignés : les haies au sens de l'article 1^{er}, 8^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015; »;

c) le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o fossé: un fossé au sens de l'article 1^{er}, 7^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015; »;

d) le 9^o est remplacé par ce qui suit :

« 9^o mare: la mare au sens de l'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015; ».

Art. 2. L'article 48 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 48. En application de l'article 46, § 2, du Règlement n° 1307/2013, les surfaces suivantes sont considérées comme étant des surfaces d'intérêt écologique :

1° les terres en jachère;

2° les particularités topographiques, y compris les particularités adjacentes aux terres arables de l'exploitation qui peuvent comprendre des particularités topographiques qui ne figurent pas dans la surface admissible conformément à l'article 76, § 2, c), du Règlement n° 1306/2013;

3° les bandes tampons, y compris les bandes tampons recouvertes par des prairies permanentes à condition qu'elles soient distinctes de la surface agricole adjacente admissible;

4° les surfaces plantées de taillis à courte rotation sans l'utilisation d'engrais minéraux ou de produits phytopharmaceutiques;

5° les surfaces portant des cultures dérochées ou à couverture végétale établies par la plantation et la germination de semences, soumises à l'application des coefficients de pondération visés à l'article 54, alinéa 1^{er} ;

6° les surfaces portant des plantes fixant l'azote.

Conformément à l'article 45, § 2, du Règlement n° 639/2014, le Ministre peut déterminer la période de maintien des terres en jachère visées à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Les particularités topographiques visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont :

1° les haies, les bandes boisées ou les arbres alignés;

2° les arbres isolés;

3° les bosquets;

4° les mares;

5° les fossés. ».

Art. 3. Dans l'article 49 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 17 décembre 2015 et 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « le long de cours d'eau » sont abrogés;

b) les mots « et une largeur maximale de vingt mètres » sont abrogés;

2° aux alinéas 1^{er} et 2, les mots « et les bordures de champs » sont chaque fois ajoutés après les mots « les bandes tampons ».

Art. 4. L'article 50 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 51 du même arrêté, le mot « phytosanitaires » est remplacé par le mot « phytopharmaceutiques ».

Art. 6. Dans l'article 53 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les mélanges de cultures fixant l'azote avec d'autres cultures, si les cultures fixant l'azote sont prédominantes, sont autorisés. ».

Art. 7. A l'article 54, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « des bandes boisées, » sont insérés entre les mots « pour des haies, » et les mots « des arbres isolés »;

2° les mots « des bordures de champ, » sont abrogés.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs*

Art. 8. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « quatre mètres » sont remplacés par les mots « cinq mètres »;

2° au 8°, les mots « quatre mètres » sont remplacés par les mots « cinq mètres ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Namur, le 22 mars 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et Délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/201537]

22. MÄRZ 2018 — Erlass der Wallonischen Region zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Region vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und des Erlasses der Wallonischen Region vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte

Die Wallonische Regierung

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungsanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 641/2014 der Kommission vom 16. Juni 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241, D.242, D.243, D.249, D.250 und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund der am 7. Dezember 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. Dezember 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 14. Dezember 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 14. Dezember 2017;

Aufgrund des am 28. Februar 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 62.935/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte*

Artikel 1 - Artikel 47 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 1 wird aufgehoben;

b) Die Ziffern 2 bis 5 werden durch das Folgende ersetzt:

2° alleinstehender Baum: der alleinstehende Baum im Sinne von Artikel 45 § 4 Absatz 1 Buchstabe b) der Verordnung Nr. 639/2014 bei einem Höchstabstand zwischen den Bäumen von wenigstens fünf Metern auf Höhe der Kronen und zu jeglichen holzartigen Pflanzen sowie die bemerkenswerten Bäume;“;

3° Feldrand und Pufferstreifen: die Feldränder und Pufferstreifen im Sinne von Artikel 45 § 5 der Verordnung Nr. 639/2014 mit einer Mindestbreite von sechs Metern und die gemäht und beweidet werden können;

4° Haine: die Haine im Sinne von Artikel 45 § 4 c) der Verordnung Nr. 639/2014 mit einer Fläche von maximal dreißig Ar;

5° Hecke, Gehölzstreifen oder Baumreihe: die Hecken im Sinne von Artikel 1 Ziffer 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015;“;

c) Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

7° Graben: ein Graben im Sinne von Artikel 1 Ziffer 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015;“;

d) Ziffer 9 wird durch Folgendes ersetzt:

"9 Tümpel: der Tümpel im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015;"

Art. 2 - Artikel 48 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 48 - In Anwendung von Artikel 46, § 2 der Verordnung Nr. 1307/2013 gelten die folgenden Flächen als im Umweltinteresse genutzte Flächen:

1° brachliegenden Flächen;

2° Landschaftselemente, einschließlich an das Ackerland des Betriebs angrenzende Elemente, zu denen Landschaftselemente gehören können, die nicht zu den beihilfefähigen Flächen gemäß Artikel 76 § 2 Buchstabe c) der Verordnung Nr. 1306/2013 gehören;

3° Pufferstreifen, einschließlich Pufferstreifen mit Dauergrünland, sofern diese von der angrenzenden beihilfefähigen landwirtschaftlichen Fläche abgegrenzt sind;

4° Flächen mit Niederwald mit Kurzumtrieb, auf denen keine mineralischen Düngemittel oder Pflanzenschutzmittel verwendet werden;

5° Flächen mit Zwischenfruchtanbau oder durch Pflanzung und Keimung von Samen gebildete Begrünung, vorbehaltlich der Anwendung der Gewichtungsfaktoren nach Artikel 54 Absatz 1;

6° Flächen mit stickstoffbindenden Pflanzen.

Gemäß Artikel 45 § 2 der Verordnung Nr. 639/2014 ist der Minister befugt, den Zeitraum der Erhaltung der in Absatz 1 Ziffer 1 angeführten brachliegenden Flächen festzulegen.

Bei den in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Landschaftselementen handelt es sich um:

1° Hecken, Gehölzstreifen oder Baumreihen;

2° alleinstehende Bäume;

3° Haine;

4° Tümpel;

5° Gräben."

Art. 3 - In Artikel 49 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 17. August 2015 und vom 2. Februar 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1

a) wird die Wortfolge "entlang von Wasserläufen" gestrichen;

b) wird die Wortfolge "und höchstens zwanzig Meter" gestrichen;

2° in Absatz 1 wird hinter das Wort "Pufferstreifen" die Wortfolge "und die Feldränder" und in Absatz 2 wird die hinter das Wort "Pufferstreifen" die Wortfolge "und Feldrändern" eingefügt.

Art. 4 - Artikel 50 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, wird aufgehoben.

Art. 5 - In Artikel 51 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort "phytosanitaires" durch das Wort "phytopharmaceutiques" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 53 desselben Erlasses wird ein wie folgt verfasster Absatz zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

"Die Mischungen von Stickstoff bindenden Kulturen mit anderen Kulturen sind zulässig, insofern die Stickstoff bindenden Kulturen mehrheitlich vertreten sind."

Art. 7 - Artikel 54 Absatz 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° zwischen die Wortfolge "für Hecken," und die Wortfolge "alleinstehende Bäume," wird die Wortfolge "Gehölzstreifen," eingefügt;

2° die Wortfolge "Feldränder," wird aufgehoben.

KAPITEL II — Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte

Art. 8 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

2° in Ziffer 1 wird die Wortfolge "vier Metern" durch die Wortfolge "fünf Metern" ersetzt;

2° in Ziffer 8 wird die Wortfolge "vier Metern" durch die Wortfolge "fünf Metern" ersetzt.

KAPITEL III — Abschlussbestimmungen

Art. 9 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2018 wirksam.

Namur, den 22. März 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201537]

22 MAART 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 641/2014 van de Commissie van 16 juni 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.241, D.242, D.243, D.249, D.250 en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2014 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2015 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 december 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 december 2017;

Gelet op het rapport van 14 december 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid van 14 december 2017;

Gelet op advies 62.935/4 van de Raad van State, gegeven op 28 februari 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers

Artikel 1. In artikel 47 het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

punt 1° wordt opgeheven;

b) de punten 2° tot 5° worden vervangen door wat volgt:

2° alleenstaande boom: de alleenstaande boom in de zin van artikel 45, § 4, eerste lid, b), van Verordening nr. 639/2014, waarvan de maximale afstand, gemeten tussen de kruinen, tussen de bomen minstens vijf meter bedraagt en ten opzichte van alle andere houtgewassen, alsook opmerkelijke bomen;;

3° weiderand en bufferstroken: de weiderand en bufferstroken in de zin van artikel 45, § 5, van Verordening nr. 639/2014, met een minimale breedte van zes meter en die kunnen worden gemaaid en begraasd;

4° bosjes: de bosjes in de zin van artikel 45, § 4, c), van Verordening nr. 639/2014 met een maximale oppervlakte van dertig aren;

5° haag, bosstrook of bomenrijen : de hagen in de zin van artikel 1, 8°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015;;

c) punt 7° wordt vervangen als volgt:

7° gracht: een gracht in de zin van artikel 1, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015;;

d) punt 9° wordt vervangen als volgt:

9° poel: de poel in de zin van artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015;;

Art. 2. Artikel 48 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 48. Overeenkomstig artikel 46, § 2, van Verordening nr. 1307/2013, worden de volgende gebieden als ecologisch aandachtsgebied beschouwd:

1° braakliggend land;

2° landschapselementen, met inbegrip van elementen die grenzen aan het bouwland van het bedrijf; zij kunnen landschapselementen zijn die niet tot het subsidiabele areaal behoren overeenkomstig artikel 76, § 2, onder c), van Verordening nr. 1306/2013;

3° bufferstroken, met inbegrip van bufferstroken bedekt met blijvend grasland, mits deze verschillend zijn van het aangrenzende subsidiabele landbouwareaal;

4° arealen met kreupelbossen met korte rotatie, waarop geen minerale meststoffen of gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt;

5° arealen met vanggewassen, of door het planten en kiemen van zaden ontstaan plantendek, waarop de wegingsfactoren bedoeld in artikel 54, eerste lid, van toepassing zijn;

6° arealen met stikstofbindende gewassen.

Overeenkomstig artikel 45, § 2, van Verordening nr. 639/2014, kan de Minister de periode voor de instandhouding van het braakliggend land bedoeld in het eerste lid, 1°, bepalen.

De landschapselementen bedoeld in het eerste lid, 2°, zijn :

1° de hagen, bosstroken of bomenrijen ;

2° de alleenstaande bomen;

3° de bosjes;

4° de poelen;

5° de grachten."

Art. 3. In artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 17 december 2015 en 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid:

a) worden de woorden "langs een waterloop" opgeheven;

b) worden de woorden "en een maximale breedte van twintig meter" opgeheven;

2° in het eerste en in het tweede lid, worden de woorden "en de weideranden" telkens toegevoegd na de woorden "de bufferstroken".

Art. 4. Artikel 50 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 51 van de Franse versie van hetzelfde besluit, wordt het woord "phytosanitaires" vervangen door het woord "phytopharmaceutiques".

Art. 6. In artikel 53 van hetzelfde besluit wordt een lid tussen de leden 1 en 2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Gewasmengsels die stikstof binden aan andere gewassen, als de stikstofbindende gewassen overheersend aanwezig zijn, worden toegelaten."

Art. 7. In artikel 54, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de bosstroken" worden ingevoegd tussen de woorden "voor de hagen," en de woorden "de alleenstaande bomen";

2° de woorden "de weideranden" worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers

Art. 8. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1°, worden de woorden "vier meter" vervangen door de woorden "vijf meter";

2° in 8°, worden de woorden "vier meter" vervangen door de woorden "vijf meter".

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 9. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2018.

Namen, 22 maart 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN